

bulletin hebdo



Le FNT va à la concertation

Managua, 5 octobre (ANN). Deux semaines après avoir refusé de participer à la concertation, les syndicats du Front national des travailleurs (FNT), l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) et la Chambre nationale des producteurs (CONAPI, qui représente la petite industrie et l'artisanat) ont reconsidéré leur position et se sont rendus à la seconde session de la concertation, qui s'est ouverte le 4 octobre.

L'absence de ces organisations liées au sandinisme avait fait perdre à la consultation le profil que le gouvernement voulait lui donner, celui d'un dialogue aboutissant à des accords nationaux sur les ajustements économiques. Elle s'était transformée en auto-concertation des forces de droite et était promise à une mort rapide: tout nouveau plan économique doit pouvoir compter sur une stabilité sociale minimum pour laquelle l'aval du FSLN est indispensable.

LES RAISONS DU CHANGEMENT

La présence des forces sandinistes à la concertation, à laquelle participent désormais 18 organisations patronales et 17 syndicats, est le résultat d'une série de négociations. Tout d'abord, celle du FNT avec le vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra au lendemain de la première "Journée de protestation contre la faim et le chômage", le 1er octobre. Ensuite, celle du FSLN avec An-

tonio Lacayo, l'homme fort du régime. Une troisième avait débuté à l'Assemblée nationale, où une commission de concertation a été créée dans le droit fil de la conception du FSLN, pour lequel le parlement est par nature l'instance privilégiée des accords politiques.

Toutes ces négociations se sont faites sur la base des revendications des forces sandinistes, qui soulignaient la nécessité de créer un "climat favorable" et demandaient le respect des accords passés en juillet. Après la réunion du FNT avec A. Ibarra, les organisations syndicales ont estimé que la discussion avait avancé sur leurs revendications. Le gouvernement s'est engagé en particulier à créer une commission bipartite chargée de vérifier l'application des accords de juillet, à geler les licenciements et à consacrer toutes les ressources externes à la production et à la création d'emplois. C'est pourquoi les organisations sandinistes se sont présentées le 4 à la reprise de la concertation, bien qu'avec une certaine méfiance quant à la volonté du gouvernement d'honorer ses engagements.

QUESTIONS

La seconde session de la concertation a été essentiellement consacrée à l'exposé de Francisco Mayorga, directeur de la Banque centrale - et diplômé d'Harvard. Celui-ci s'est félicité des réussites de son plan, entre autres de la

diminution du déficit de 28 à 7 millions de dollars, et a expliqué que si l'inflation, qui était de 60 % en septembre, se maintient à plus de 50 %, le système financier risque de s'effondrer. Pour réduire le déficit et l'inflation à zéro, il a proposé des "actions rapides" consistant en particulier à réduire le crédit et déplacer un grand nombre de fonctionnaires "vers la production": les licenciés pourront ouvrir des épiceries, des cafés, des frateries, etc, qu'il a qualifiés de "petites entreprises créatrices d'emplois".

SOMMAIRE

Hasta siempre, Carlos

Conflit de la terre : le sang a coulé

Echangerait dette contre souveraineté

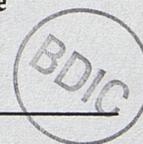
La dette des Etats-Unis

Côte Atlantique : menaces sur l'autonomie

Les petits boulots de la crise

Coup d'oeil sur la presse

Coopérants arrêtés



40P 11481

Le FNT a vivement réagi aux propositions de F. Mayorga et lui a demandé de rendre des comptes exacts sur le coût social des mesures appliquées jusque-là. "Derrière les graphiques que vous nous avez montrés, il y a leurs répercussions, en êtes-vous conscients?" a demandé Mario Quintana, secrétaire général du syndicat des enseignants ANDEN. Derrière les graphiques, il y a la dénutrition, la mortalité infantile, l'analphabétisme et la délinquance". Pour lui, les "actions rapides" vont revenir à jeter plus de 30 000 travailleurs à la rue (ou 13 000 si l'on choisit un deuxième scénario, celui du blocage des salaires) et à étouffer la production. Il a proposé d'accorder rapidement des crédits aux producteurs, car les récoltes approchent. Les organisations sandinistes ont également soulevé la question de l'indemnisation à laquelle les Etats-Unis ont été condamnés par la Cour internationale de justice, demandant pourquoi le gouvernement n'en exige pas le versement.

Le même jour, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes pour protester contre la faim et le chômage, tandis que les employés de banque entamaient un mouvement de grève et que 28 travailleurs des entreprises nationalisées de la construction recevaient leur lettre de renvoi. C'est pourquoi le FNT a appelé à une ferme mobilisation dans les différents secteurs pour obliger le gouvernement à respecter ses engagements.

Que les sandinistes se soient intégrés au dialogue n'implique pas que l'on aboutisse à un accord. La première condition en effet est que le "climat favorable" se maintienne vraiment; toutes mesures de revanche, comme celles qui se sont multipliées ces derniers temps, ou le non respect des engagements préliminaires pourraient provoquer le retrait des forces sandinistes. Il faudra voir ensuite ce que chaque force est disposée à négocier et si une juste répartition du poids des réajustements entre les différentes couches sociales est acceptée.

HASTA SIEMPRE, CARLOS

Managua, 3 octobre (ANN). Le 2 octobre après avoir appris la mort de Carlos Núñez, 10 000 personnes se sont réunies à Léon, sa ville natale, pour lui rendre hommage. Au son des tambours traditionnels des indiens de Subtiava ils ont déclaré: "Pour le Commandant Carlos, pour ces morts, pour nos morts, nous jurons de défendre les lois et les conquêtes de la Révolution". Ce soir, dans toutes les régions du pays, les militants sandinistes ont veillé à la mémoire du guérillero "Roque".

Le commandant de la Révolution, Carlos Núñez, membre de la Direction nationale du FSLN est né en 1951 à Léon, dans une famille pauvre. Sixième de 8 enfants, il gagne sa vie en vendant dans la rue les gâteaux confectionnés par sa mère tout en allant à l'école primaire.

Pour payer ses études secondaires, il devient typographe et travaille déjà pour le FSLN en imprimant clandestinement ses tracts. Expulsé du lycée pour y avoir constitué l'état-major du Mouvement étudiant, il termine sa scolarité dans un lycée privé. Après une année à la faculté de psychologie de Managua, il abandonne ses études pour se consacrer entièrement aux activités militantes.

Il entre dans la clandestinité en 1970 et se trouve alors sous les ordres de Carlos Roberto Huembes. "C'était les années les plus difficiles", rappelle le Commandant de la Révolution Jaime Wheelock, "la Sûreté de Somoza était terrible et les sandinistes devaient prendre des mesures de sécurité draconiennes. Carlos dominait toutes ces techniques." En 1974, il devient responsable de la propagande à Managua. En 1975, au moment où surgissent les problèmes internes du Front, il est responsable de l'organisation du FSLN dans la capitale puis dans la région centrale. Avec d'autres, il travaille alors à la reconstruction de l'unité. En 1976, après la mort de Carlos Fonseca, il se retrouve à la tête de la tendance prolétarienne et devient membre de la Direction nationale. Lors de l'offensive finale en 1979, il est responsable du travail d'organisation à Managua et sa région. C'est lui qui, en juin 1979, propose et organise le repli tactique des combattants de la capitale à Masaya. Il écrivait en 1980 dans son livre "Un peuple en armes": "Bien qu'ils eussent été d'accord avec cette décision, plus d'un parmi les chefs ont dû retenir leurs larmes. Pour un révolutionnaire, c'est dur d'abandonner la tranchée qu'il a été si difficile à défendre. La seule éventualité que la population qui allait rester soit massacrée par l'ennemi, en une vaine tentative de présenter le repli comme une retenissante défaite, nous tordait l'estomac."

Après le triomphe de la Révolution en 1979, il est chargé de l'organisation du parti et de celle des principales organisations de masse. Il est alors également à la tête du Conseil d'Etat. Après les élections de 1984, il devient président de l'Assemblée nationale et c'est à ce titre qu'il est chargé d'élaborer la première Constitution du Nicaragua libre. "On m'a chargé de ce travail que je ne connais pas, mais je vais l'assumer", avait-il déclaré. Il s'attelle à la tâche avec son sérieux et sa rigueur habituels, commençant par étudier un certain nombre de constitutions étrangères. C'est lui qui organise le processus démocratique de débat dans les masses et avec les partis politiques qui se termine fin 86 par l'adoption du texte définitif. Clemente Guido, député conservateur qui était alors chef de l'opposition à l'Assemblée nationale, explique: "Carlos Núñez a institutionnalisé la Révolution, c'est lui qui a offert au peuple nicaraguayen la Constitution et les lois qui nous régissent, convaincu qu'elles ne devaient pas être seulement approuvées par la majorité parlementaire mais aussi par l'opposition". Dans son discours prononcé le jour de la promulgation de la Constitution, le 10 janvier 1987, le commandant Núñez rappelait: "48 articles ont été approuvés à l'unanimité, 117 par 80 % des voix, 19 par 70 % des voix et 18 par 60 % des voix".

Malgré une grave maladie, il a participé activement à la campagne électorale. Il y a quelques semaines, il avait été élu membre du Comité départementale du Front à Léon. C'est à La Havane, où il était allé pour une visite médicale, que la mort l'a surpris.

La presse a recueilli de nombreux témoignages de gens du peuple, d'hommes politiques de toutes tendances, qui rendent hommage à son humilité, à sa discipline, à sa fraternité. Alors que sa mort a soulevé une émotion authentique, le journal de l'UNO, *La Prensa* s'est distingué par un titre qui a scandalisé plus d'un: "Mort d'un des 9" (commandants de la Direction nationale). Nous laissons aux lecteurs le soin de saisir les sous-entendus. L'article qui suivait, d'un ton très agressif à la limite de l'injure, a permis au peuple "de voir où sont ses ennemis".

Le 3 octobre, une immense foule a marché de l'aéroport jusqu'au Centre de la ville autour du cercueil du Commandant que des hommes chargeaient à tour de rôle sur leurs épaules. Le FSLN, les organisations de masse et la population lui ont rendu hommage au cours d'une cérémonie sur la Place de la Révolution où son cercueil était exposé. Le Commandant de la Révolution Daniel Ortega, coordinateur national du FSLN, a prononcé un discours devant environ 50 000 personnes. "Nous voici réunis sur cette place historique, la Place de la Révolution ... (*"poder popular."* "*Ni un paso atras!"*) où le 19 juillet 1979 le peuple levait les drapeaux rouges et noirs. Nous sommes venus encore une fois démontrer que le FSLN n'est pas affaibli, ce peuple qui est là pour rendre un hommage combatif à notre frère en est la preuve. Hier, le journal de la Garde somoziste, de la contra et la CIA a encore distillé son venin contre le FSLN et contre Carlos. Nous leur disons, à ses lâches, si vous voulez vous battre, faites-le contre les vivants (*"Ni un paso atras!"*). De quelle maladie est mort notre frère? Il est mort du capitalisme, de l'impérialisme, et du somozisme. Il y a un peu plus d'un an, Carlos a donné des signes d'affaiblissement. Il s'est soumis à des examens qui ont révélé des dommages irréversibles causés dans son enfance par une nutrition insuffisante, Et il a eu la chance de survivre alors, mais combien d'enfants aujourd'hui meurent de dénutrition? Les venimeux du journal de la CIA ont fait hier un titre comme la presse de Somoza en faisait quand un sandiniste était tué. Leur titre signifie: le premier est tombé. Mais ils ne se sont donc pas rendus compte que nous ne sommes pas 9, mais des milliers!"

Daniel Ortega, après avoir rappelé le rôle joué par Carlos Núñez pour l'unité du FSLN, a également évoqué la situation actuelle, insistant sur l'idée que les conquêtes ne se défendent pas par des accords et des signatures au bas des documents, même s'il en faut, mais par l'action organisée des masses, ajoutant que le FSLN ne passera aucun accord dans le dos du peuple ou contre lui. Des milliers de mains se sont levées au moment où le cercueil de Carlos a été emmené pour son dernier voyage à Léon où il sera enterré le 4 octobre.

CONFLIT DE LA TERRE : LE SANG A COULE

Managua, 4 octobre (ANN). Le conflit pour la terre a connu un épisode sanglant le premier octobre à Waslala, dans la région du centre. Les autorités locales de l'UNO, le délégué du ministère de l'Intérieur en tête, ont opté pour la tension en incitant un groupe d'anciens contras à la violence contre les paysans des coopératives qui occupaient les bâtiments administratifs de la ville pour protester contre l'invasion de leurs terres. L'incapacité ou le manque de volonté du gouvernement d'apporter une solution au problème des démobilisés de la contra et l'option va-t-en-guerre de certains de ses représentants locaux ont permis aux haines de se déchaîner. Les armes ont remplacé le dialogue et la solution pacifique, souhaités par les paysans de la région et par la plupart des contras. Le bilan est lourd : une dizaine de morts, dont huit contras et deux policiers, et plusieurs blessés.

Il y a six semaines, le représentant local du ministère de l'Intérieur, José Rizo, avait fait le tour des coopératives du secteur pour demander aux paysans, "au nom de la fraternité chrétienne", de céder une partie de leurs terres aux anciens contras. Le prêtre de Waslala, Enrique Blandón, et son équipe pastorale étaient alors intervenus pour avertir des dangers d'une telle solution et des conflits qui ne manqueraient pas de naître. Les paysans avaient repoussé les pressions de J. Rizo, qui avertissait les religieux de la paroisse qu'il se lavait les mains de ce qui pourrait leur arriver.

Courant septembre, plusieurs coopératives de la région étaient envahies par des groupes de contras exaspérés par le silence du gouvernement face à leur demande. Un dialogue fragile s'établissait entre paysans des coopératives et contras par l'intermédiaire des représentants locaux du FSLN, de l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC) et de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG).

Le 30 septembre, les paysans des coopératives décidaient d'occuper plusieurs bâtiments de la ville dont la mairie, l'hôpital, la banque et l'église pour faire pression sur les autorités gouvernementales et accélérer la résolution du conflit. Le premier octobre, les représentants locaux de l'UNO lançaient un groupe de 200 contras et militants en leur demandant de déloger par les armes les occupants. Les assaillants ont fait irruption dans l'église, frappant une religieuse et saccageant tout sur leur passage: à leur tête J. Rizo lui-même et V. Hernández, le correspondant local de *La Prensa*. Le délégué du ministère de l'Intérieur a ordonné aux religieux de quitter Waslala.

La petite ville est alors devenue le théâtre d'un véritable scénario de guerre. Environ 700 contras armés ont marché en direction du poste de police pour le prendre d'assaut. La police a défendu ses installations au cours d'un affrontement sanglant, suivi de l'occupation du poste de police et de la séquestration des policiers. Selon les té-

moignages des religieux, J. Rizo et V. Hernández ont fait usage de leurs armes contre des travailleurs de l'Etat. Le lendemain, Waslala était aux mains de la contra et la population terrorisée commençait à fuir la ville, pendant que les contras multipliaient les menaces contre les sandinistes ainsi que les actions de pillage et de saccage.

Une délégation composée de Jaime Cuadra, représentant du ministère de l'Intérieur pour la région, du cardinal Obando et de représentants de l'ONU et de l'OEA chargés de vérifier le désarmement a rencontré le 3 octobre les chefs contras. Un accord semble avoir été trouvé sur la base d'une nouvelle promesse du gouvernement de proposer une solution au problème de la terre et d'ouvrir une commission d'enquête sur les incidents. J. Cuadra, que les membres de la communauté pastorale accusent d'être le principal instigateur de la violence et qui a nommé parmi ses délégués bon nombre d'anciens gardes somozistes, dont J. Rizo, sera chargé d'enquêter sur les faits alors que le Front de luttes populaires (FLP) de Matagalpa demande sa destitution. Le 4 octobre, Waslala était toujours aux mains de la contra et le 5, l'armée et la police reprenaient le contrôle de la ville.

Il y a peu, le représentant local du FSLN, José Gonzales, avait prévenu les autorités : "Le moment va arriver où il sera impossible au FSLN de contrôler les besoins de justice du peuple". La situation de Waslala, qui pourrait se répéter dans d'autres régions où le conflit est ouvert, exige du gouvernement qu'il mette fin à son mépris face aux problèmes des paysans et à la demande légitime des contras exaspérés, qui continuent à utiliser leurs armes au su et au vu de tous, OEA et ONU y compris. Les contras ont rencontré la compréhension et la solidarité des organisations paysannes sandinistes, qui ne cessent de réclamer la distribution des terres non cultivées. Si le gouvernement reste sourd à ces demandes, si les intérêts économiques et la volonté de revanche de ses représentants prennent le pas sur les intérêts nationaux, il devra assumer la responsabilité de beaucoup plus de morts et de blessés.

ECHANGERAIT DETTE CONTRE SOUVERAINETE

Managua, 2 septembre (ANN/Nicaragua desde adentro). La dette extérieure du Nicaragua pourrait devenir un objet important de négociation avec les Etats-Unis.

Bien que son montant semble faible en valeur absolue, il en va autrement si on compare la dette nicaraguayenne à celle des autres pays centraméricains et si on la replace dans le contexte économique national. Elle atteint les 10 milliards de dollars, c'est-à-dire trente fois le chiffre des exportations annuelles et quatre fois le PIB, une des plus élevées d'Amérique latine proportionnellement au nombre d'habitants.

UNE DETTE IMPAYABLE

Durant les dernières années, la guerre, l'embargo et l'obtention de crédits avantageux offerts par les pays d'Europe de l'Est avaient relégué au second plan la question de la dette alors que dans toute l'Amérique latine, c'est le point névralgique.

En 1979, le gouvernement sandiniste reconnaissait la dette héritée de la dictature qui s'élevait à 1 650 millions de dollars, à l'exception des crédits pour achat d'armes. Cette dette fut renégo-ciée ultérieurement, ainsi qu'une partie de celle contractée après le triomphe révolutionnaire. La guerre et l'embargo commercial et financier décrété par les Etats-Unis en 1985, ajoutés à la fermeture de certaines sources de crédit, ont entraîné une réduction progressive du service de la dette.

Sur le "marché secondaire" étatsunien, celui des transactions de valeurs, les titres de la dette nicaraguayenne se sont dépréciés rapidement, aucun créancier ne croyant à un remboursement. En 1989, ces titres cotaient seulement à 4 % maximum de leur valeur nominale. Ainsi, une banque étatsunienne pouvait acquérir pour quatre dollars, ou moins, un titre de la dette d'une valeur de cent dollars.

ET AUJOURD'HUI?

Avec l'instauration d'un gouvernement bourgeois et la

LA DETTE DES ETATS-UNIS

Après le jugement de la Cour Internationale de justice de La Haye qui a déclaré le gouvernement des Etats-Unis coupable d'agression envers le Nicaragua, une évaluation des réparations du guerre exigibles a été établie.

Nature du dommage en millions de dollars
1982-1987 avec actualisation 1982-1988

	1982-87	82-88
Morts et blessés	900	900
Domages matériels à la propriété	275,4	321,7
Pertes en production	1280,7	1408,8
Attaques spécifiques	22,9	25,9
Dépenses en défense et sécurité	1353,3	1488,6
Embargo commercial	325,4	357,9
Pertes du PIB	2546,4	2801
Pertes en développement social	2000	2000
Violations de la souveraineté	1068,7	1068,7
Domages moraux (25 %)	2443,2	2588,3
TOTAL	12216	12922,6

fin de l'agression militaire et économique, la situation de la dette tend à s'apparenter à celle des autres pays latino-américains. Deux facteurs laissent prévoir que le problème de l'endettement, jusque-là occulté, va occuper le devant de la scène.

Tout d'abord, il est évident que le nouveau gouvernement va devoir ouvrir de nouvelles sources de crédits à moyen terme, après l'épuisement de l'aide initiale des Etats-Unis, qu'il avait largement surestimée. Il serait donc étonnant que le gouvernement déclare la dette impayable et exige des Etats-Unis son annulation alors qu'il est dans une situation de demandeur. Désireux d'obtenir une renégociation avec la banque privée et les créanciers multilatéraux, le gouvernement Chamorro devra en passer par les diktats du FMI s'il veut obtenir des crédits.

D'autre part, la contraction des financements en provenance des pays socialistes est inévitable. Entre 1986 et 1989, les deux tiers de l'aide extérieure en crédits et donations venaient des pays socialistes. Ces financements, accordés à des conditions favorables, avaient en outre fait l'objet d'un rallongement des délais de remboursement. Mais les changements politiques survenus des deux côtés ne peuvent qu'entraîner des pressions de la part des créanciers.

Pressé de privatiser, d'attirer des investissements étrangers et peu soucieux des intérêts nationaux, le gouvernement Chamorro pourrait accepter une "capitalisation" de la dette extérieure. Ce mécanisme, appelé SWAP, consiste en l'acquisition, par des entreprises ou des institutions financières, des titres d'une dette au prix du marché secondaire. Ces titres, rétablis à leur valeur nominale, leur permettent d'acheter ensuite au pays débiteur des actions ou des entreprises entières. De cette façon, un titre qui était l'expression d'un passif pour un pays débiteur se transforme en actif réel pour un investisseur étranger. Cette opération, non seulement n'injecte aucune ressource dans le pays mais au contraire le soumet à une "dénationalisation" de ses entreprises.

L'administration Bush a promu ce type de mécanisme dans son programme de "coopération" avec l'Amérique latine appelé "Initiative pour les Amériques". Des investisseurs étrangers rachèteraient donc la dette à 4 % maximum de sa valeur nominale afin de pouvoir mettre la main sur les entreprises d'Etat que le gouvernement veut privatiser. Il pourrait s'agir également de capitalistes nicaraguayens et de hauts fonctionnaires, ainsi que l'a dénoncé l'hebdomadaire sandiniste *El Semanario*.

LA DETTE ET LE JUGEMENT DE LA HAYE

Le gouvernement des Etats-Unis n'est pas sans penser à une autre solution. Le verdict de la Cour Internationale de justice de La Haye oblige les Etats-Unis à dédommager le Nicaragua pour les pertes liées à l'agression, estimées en 1988 à 12,2 milliards de dollars (voir tableau). Si

le Nicaragua retirait sa demande, les Etats-Unis pourraient en échange assumer sa dette extérieure. Mais cette solution n'apporterait aucune entrée de fonds dans le pays pour remettre sur pied une économie détruite par la guerre. Au lieu de recevoir l'indemnité à laquelle il a droit, le Nicaragua ne recevrait que les titres sur papier d'une dette de toute façon impayable. Par contre les Etats-Unis feraient une bonne affaire en prenant en charge une dette dont ils rachèteraient les titres au prix de leur cotisation sur le marché secondaire étatsunien.

COTE ATLANTIQUE : MENACES SUR L'AUTONOMIE

Managua 4 octobre (ANN). L'autonomie des régions atlantiques, expérience unique et enviée par les indiens de tout le continent, se voit aujourd'hui menacée dans un de ses aspects essentiels: la maîtrise des ressources naturelles. Des voix se font entendre pour protester contre ce qui est considéré comme un fait grave.

Les ressources naturelles de la Côte Atlantique sont loin d'être négligeables. La pêche -surtout à la langouste et aux crevettes-, le bois et les mines en forment l'essentiel. Selon Steadman Fagoth, ancien dirigeant de l'organisation contra miskita YATAMA, le gouvernement central a distribué de nombreuses licences d'exploitation à des compagnies étrangères. Or la loi d'autonomie précise que l'exploitation des ressources naturelles de la Côte Atlantique est de la compétence des conseils régionaux de l'Atlantique nord et de l'Atlantique sud, qui ont été élus pour la première fois en février dernier. "Le gouvernement a attribué des licences dans le dos des conseils régionaux, il ne les a même pas consultés", explique Steadman Fagoth, qui souligne que les entreprises étrangères exploiteront les ressources naturelles sans que les communautés indigènes n'en retirent aucun bénéfice. Les contradictions entre le gouvernement central et les deux gouvernements autonomes se sont progressivement aiguës sur cette question. Steadman Fagoth juge cette attitude "anti-indigène" et "insultante". "Ils affirment une chose et en font une autre. Il n'y a pas de programme, pas de cohérence dans ce que fait le gouvernement central". Steadman Fagoth, qui a été nommé il y a quelques mois délégué de l'Institut de la Réforme agraire à Puerto Cabezas (Atlantique Nord), a révélé en outre qu'on lui avait proposé un poste d'ambassadeur dans les Caraïbes pour, selon lui, se débarasser de lui.

Le malaise n'est pas nouveau. Dès l'entrée en fonction de la nouvelle administration, les autorités de la Côte Atlantique avaient protesté contre la nomination d'un délégué du gouvernement central sur la Côte et y avaient vu l'intention de traiter cette région comme les autres malgré le statut d'autonomie dont elle jouit. Pour calmer les esprits sur la question des ressources naturelles, la présidente Violeta Chamorro avait créé en juillet une instance

de coordination entre les autorités locales et le gouvernement, mais ce mécanisme n'a fonctionné que peu de temps. En effet, le représentant de Managua, qui était le vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra, soutenait, en s'appuyant sur la constitution, que la question des ressources naturelles relevait totalement et exclusivement du gouvernement central.

Steadman Fagoth n'est pas le seul à protester. Récemment, un groupe de pasteurs évangéliques a dénoncé le saccage indiscriminé des richesses de l'Atlantique nord. Au cours d'une rencontre de représentants des églises évangéliques avec l'ancien président Daniel Ortega, ils ont témoigné de l'inquiétude des communautés indigènes de la zone de Wasakin où des entreprises étrangères extraient le bois précieux, détruisent la faune et la flore et abîment les pistes et les ponts qui les relient au reste du pays, "tandis qu'eux-mêmes n'ont pas assez d'argent pour acheter des planches pour construire leurs maisons". Ils ont souligné que les graves inondations qui ont frappé la région en juillet avaient entre autres pour cause le déboisement.

Ce groupe de pasteurs, pour qui l'on va au-devant d'un désastre si le gouvernement n'arrête pas de distribuer des concessions, demande l'élaboration d'un projet d'exploitation forestière qui soit lié aux notions de justice et de paix.

On se souvient qu'après un démarrage difficile sur la Côte Atlantique, le FSLN s'était mis à l'écoute de ses habitants et avait estimé que l'autonomie était la meilleure réponse à apporter à leurs problèmes. C'est pourquoi il a inscrit cette question sur la liste des revendications que D. Ortega a soumis à A. Lacayo, ministre de la présidence, demandant en outre qu'une aide exceptionnelle soit apportée à cette région où la famine est apparue.

LES PETITS BOULOTS DE LA CRISE

Anne Baldwin

Managua, 1 septembre (ANN/Gente). Au Nicaragua, les petits commerces poussent comme des champignons avec un optimisme défiant la réalité, celle de la crise économique. Dans les rues de Managua, environ une maison sur deux porte une pancarte, à la peinture encore fraîche : "Epicierie", "Buvette", "Glaçons", "Ici on coud", "Ici on coupe les cheveux". Les moins fortunés se tournent vers la vente ambulante. Les bouteilles de coca-cola de contrebande s'alignent aux feux rouges, où une douzaine de vendeurs de chewing-gum, cigarettes, fruits et autres assaillent les automobilistes à l'arrêt.

"Avant, c'était déjà comme ça, il y avait des vendeurs partout", dit-on. Avant la Révolution, bien sûr. Sommes-

nous en présence d'un déchaînement de l'initiative privée à laquelle rêve le nouveau gouvernement? Non, ce n'est que la réponse des nicaraguayens au chômage qui touche 40 % de la population active. Les milliers d'ouvriers, de fonctionnaires, de militaires jetés à la rue depuis avril viennent chaque jour grossir ces statistiques. Il est courant aujourd'hui de rencontrer un travailleur qualifié, un avocat, un enseignant, transformé en marchand de légumes ou de glaces. Impossible de retrouver un emploi dans leur branche. La plupart se tournent vers le secteur apparemment le plus facile à pénétrer, le petit commerce. Il suffit de trouver le créneau qui n'est pas encore complètement saturé et d'accepter le lot de frustrations et de complications liées à la nouvelle situation.

"Je me sens complètement sous-utilisée", constate Fanny Prado, journaliste licenciée de l'Institut nicaraguayen de l'eau et qui a dû se convertir en vendeuse de sorbets au marché Huembes. Irene Sirias, elle, est passée d'un poste de secrétaire commerciale au Ministère de l'Industrie au marché où elle vend des vêtements avec sa soeur, également au chômage. "Ici, nous avons presque tous un métier, une qualification", dit-elle en montrant les stands qui ont envahi les abords du marché. D'assistante de l'ancien maire de Managua, Evelyn Pinto est devenue épicière, après avoir tâté de la vente de fruits au Huembes : "D'abord, j'ai essayé de vendre des oeufs, mais avec les hausses continues des prix, les ventes étaient nulles. Ensuite, j'ai voulu vendre des bananes, mais je n'y connaissais rien, ça n'a pas marché; alors j'ai décidé d'ouvrir une petite épicerie". Guillermo Tercero, un ancien officier de l'Armée populaire sandiniste, a été victime de la première réduction des Forces armées en mai. Il vend des chaussures. "Les ventes sont mauvaises, déclare-t-il. Tous les licenciés se lancent dans le commerce mais personne n'a d'argent pour acheter".

Au bas de l'échelle, pour ceux qui ne peuvent vraiment rien vendre, un nouveau petit boulot a prospéré: faire la queue à la place de ceux qui n'ont pas le temps ou pas envie. Lieu de prédilection : le consulat des Etats-Unis où l'on se bouscule pour obtenir un visa. Un ancien membre des Forces aériennes sandinistes, licencié en septembre avec pour toute indemnité "ses bottes et son uniforme", s'y rend chaque jour et prend la file, avec quelque 500 autres chômeurs. On dit que le consulat va fermer, il faudra trouver autre chose.

La ligne de démarcation entre les travailleurs et les chômeurs est de plus en plus mince. Le petit commerce installé à domicile représente une sécurité pour beaucoup de travailleurs à faibles revenus, c'est-à-dire la plupart des salariés. Il offre une protection, même minime, contre la folie inflationniste ou la disparition brutale d'un salaire au foyer. Parmi tous ces petits commerçants improvisés, par un ne déclare s'être lancé volontairement dans le négoce. Tous l'ont fait par nécessité, pour survivre, et ils s'inquiètent de la saturation de ce secteur d'activité et de la baisse de la demande.

Mais pour certains, comme le ministre du Travail Francisco Rosales, tout cela n'existe pas. "Le chômage est inexistant au Nicaragua", affirmait-il récemment, en réponse à une question sur le sort des 3 000 fonctionnaires licenciés. "3 000 licenciés? Où ça? Montrez-les moi!" s'écriait-il. Pourra-t-il répéter ces exclamations cyniques quand son gouvernement aura jeté à la rue plus de 30 000 fonctionnaires comme il le planifie?

COUP D'OEIL SUR LA PRESSE

Managua, 26 septembre (ANN/Barricada internacional). Depuis quelques mois, la presse nicaraguayenne s'est enrichie de plusieurs revues hebdomadaires et mensuelles aux lignes politiques variées. Nous vous proposons une courte présentation de ces nouvelles publications.

EL SEMANARIO: hebdomadaire réalisé par "un groupe de nicaraguayens engagés pour la démocratie" Le président de son conseil de rédaction est Sergio Ramírez. Certains disent que cette revue représente un courant centriste du FSLN. Elle a reçu de bonnes critiques et l'on pense généralement qu'elle peut aider à "dépoliariser" l'information.

NOVEDADES DE NICARAGUA: hebdomadaire publié par des chefs d'entreprises et des professionnels peu connus jusque-là. Il prétend ne pas représenter une tendance politique particulière et être objectif. Bien qu'il utilise un langage modéré, il apparaît cependant situé à droite. Son titre est celui que portait le journal de Somoza pendant la dictature.

BOLSA DE NOTICIAS: publication quotidienne de deux pages, fait de notes brèves. Plutôt bien informée, elle reprend aussi les rumeurs et les bruits.

NICARAGUA DESDE ADENTRO: bulletin bimensuel édité et financé par un groupe d'analystes et de fonctionnaires du gouvernement sandiniste. Ouvertement opposé au gouvernement actuel, il est également critique par rapport au FSLN. C'est un bulletin d'analyse politique.

CRITICA: revue mensuelle d'information et d'opinion éditée par des journalistes sandinistes critiques.

ANALISIS: revue économique mensuelle fondée durant les derniers mois du gouvernement révolutionnaire. Elle veut "contribuer à la création du consensus" nécessaire pour sortir de la crise. Elle avait critiqué les réformes économiques entreprises par le gouvernement sandiniste et remet maintenant bien davantage en question la politique du gouvernement Chamorro.

ALJAMA: mensuel de la communauté palestinienne au

Nicaragua. Cette revue politique, économique et culturelle a pour but d'offrir aux lecteurs d'Amérique centrale et des Caraïbes des analyses sur la problématique arabe.

ENLACE: excellente revue mensuelle d'éducation populaire éditée grâce à l'aide d'organismes suisses (Aide ouvrière suisse et Swissaid) sous le patronage du Centre d'échanges culturels et techniques. Elle s'adresse surtout à la paysannerie et offre entre autres toutes sortes de conseils pour l'agriculture et l'activité communale. (*Voir article dans le prochain numéro.*)

PROCESS/INFO: bulletin hebdomadaire éditée par un groupe de salvadoriens et de nicaraguayens progressistes. Il s'agit d'un résumé de l'information élaboré à partir des médias écrits et audio-visuels.

TABU: initialement "de femmes pour les femmes", cette revue plutôt frivole n'a rien de féministe. Politiquement indéfinissable, elle parle de la mode, de la sexualité et publie des interviews de femmes. Elle pourrait jouer un rôle important auprès des jeunes qui ne s'intéressent que moyennement aux problèmes du pays.

COOPERANTS ARRETES

Managua, 8 octobre (ANN). Trois allemands dont deux coopérants, qui avaient manifesté lors de la réception organisée par l'ambassade d'Allemagne à l'occasion de la réunification, ont été arrêtés. L'une d'entre eux aurait déjà été expulsée ainsi qu'une journaliste hollandaise qui, selon un communiqué des ONG et des comités de solidarité, était en train de couvrir l'événement.

Les coopérants ont demandé des éclaircissements à l'ambassadeur d'Allemagne, qui aurait exigé lui-même les arrestations et les expulsions. Selon la communauté des résidents allemands, alors qu'un groupe manifestait pacifiquement à l'extérieur des bâtiments avec ses banderoles, une allemande -de passage dans le pays- qui était à la réception, a tenté de s'emparer du micro, en une action individuelle et non concertée. Les gardes du corps de l'ambassadeur l'ont ceinturée. Pendant ce temps, l'ambassadeur a demandé au ministre de l'Intérieur l'intervention de la police qui, arrivée sur les lieux, a interpellé et emprisonné deux des manifestants pacifiques, en plus de la touriste, qui a affirmé qu'elle n'avait rien à voir avec le groupe se trouvant à l'extérieur. Les deux coopérants se trouvent toujours en prison et pourraient être expulsés dans les jours qui viennent. Cette affaire, où il semble que l'ambassade d'Allemagne et le ministère de l'Intérieur agissent de concert, pourrait être un précédent alarmant pour la communauté des internationalistes et pour les journalistes étrangers. Encore une fois, le gouvernement a agi au mépris total du droit.

EN BREF

LA GREVE DES BUS se poursuit depuis trois semaines. Les travailleurs réclament la mise en coopérative à leur nom de l'Entreprise nationales des bus (ENABUS). La réponse du ministère a été de proposer la remise de l'entreprise aux travailleurs affiliés au syndicat pro-gouvernemental! Pendant ce temps, des centaines de transporteurs privés se sont vus attribués des licences pour remplacer les grévistes et pratiquent la surenchère des tarifs.

LE FLUX DES REFUGIES nicaraguayens au Costa Rica s'est maintenu ces derniers mois malgré le changement de gouvernement. Le poste frontière par lequel passe la majorité des "voyageurs" vient d'être fermé. En septembre, 475 nicaraguayens sont entrés au Costa Rica et 300 y sont restés illégalement.

COUP DE BALAI. A peine nommé, le nouveau président de la Cour Suprême de justice, Orlando Trejos, a destitué deux magistrats de Masaya ainsi qu'un juge de Granada, sans leur donner d'explication. Heureusement qu'il avait annoncé en inaugurant sa charge qu'il n'y aurait "pas de coup de balai". Les travailleurs ont riposté en occupant le Tribunal d'appellation de Masaya.

LES LOCATAIRES MENACES d'expulsion, les mal-logés et les sans logis organiseront le 9 octobre leur première grande manifestation contre la nouvelle loi qui favorise les anciens propriétaires somozistes de retour. Ils exigeront la destitution du maire de Managua, le somoziste Arnoldo Alemán.

CONTRA. Dans la région de Nueva Guinea, les anciens commandants contras du Front sud ont menacé de réarmer 2 000 de leurs hommes et multiplient les menaces contre les sandinistes de la région. "A partir d'aujourd'hui, nous rendons le gouvernement Chamorro responsable de ce qui arrivera à ce peuple oublié par la loi et la justice", ont-ils déclaré.

EL SALVADOR. Le délégué des Nations Unies, Pastor Ridruejo, achève un voyage d'enquête sur les droits de l'homme au Salvador. Son rapport sera connu en novembre et devrait avoir une influence décisive sur la décision du Congrès étatsunien pour le vote de l'assistance militaire au gouvernement salvadorien. P. Ridruejo s'est déclaré impressionné par les mauvaises conditions de détention des nombreux prisonniers politiques et de droit commun.

LES AMBASSADES NE PAIENT PLUS leurs factures d'eau et d'électricité depuis trois mois. Il faut dire qu'elles s'élevaient à plusieurs milliers de dollars et que la majorité des ambassades n'avaient pas la capacité de les payer. Face à cette action de "désobéissance civile" avant la lettre, le gouvernement a promis d'étudier une solution.

LA ROUGEOLE continue à sévir. Selon le ministère de la santé, plus de 50 % des enfants de moins d'un an n'ont toujours pas été vaccinés. Lors de la dernière épidémie, en 1986, la mortalité enregistrée était de 75 pour 100 000, tandis que l'épidémie actuelle tue 154 personnes sur 100 000 et présente la caractéristique particulière d'affecter toutes les classes d'âge.

JA/PP
9034 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
Coordinateur: Martin Muheim.
Téléphone: (41) 01/382'04'66.
Télex: (45) 817'585'158 com ch.
Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Au Nicaragua: ANN-Latino, Apartado 33, Zona 5, Managua.
Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédérique Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.